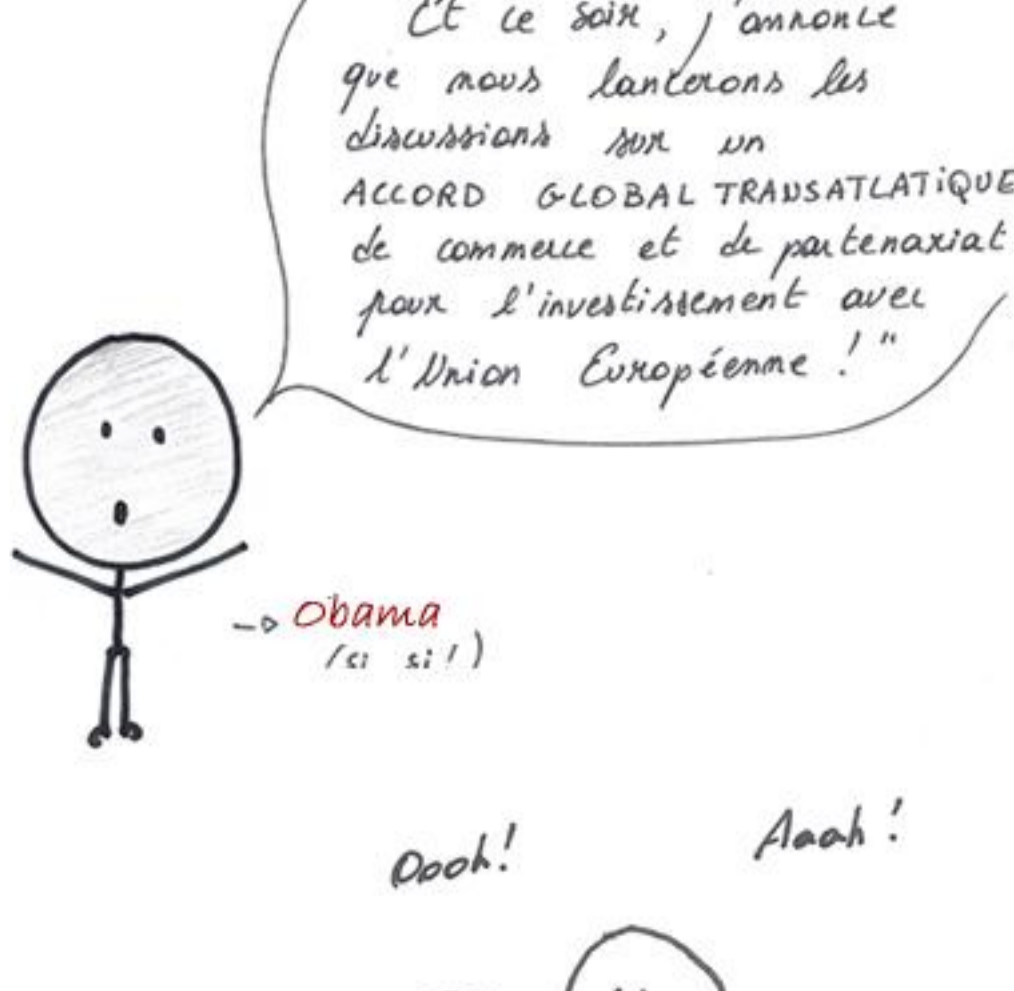


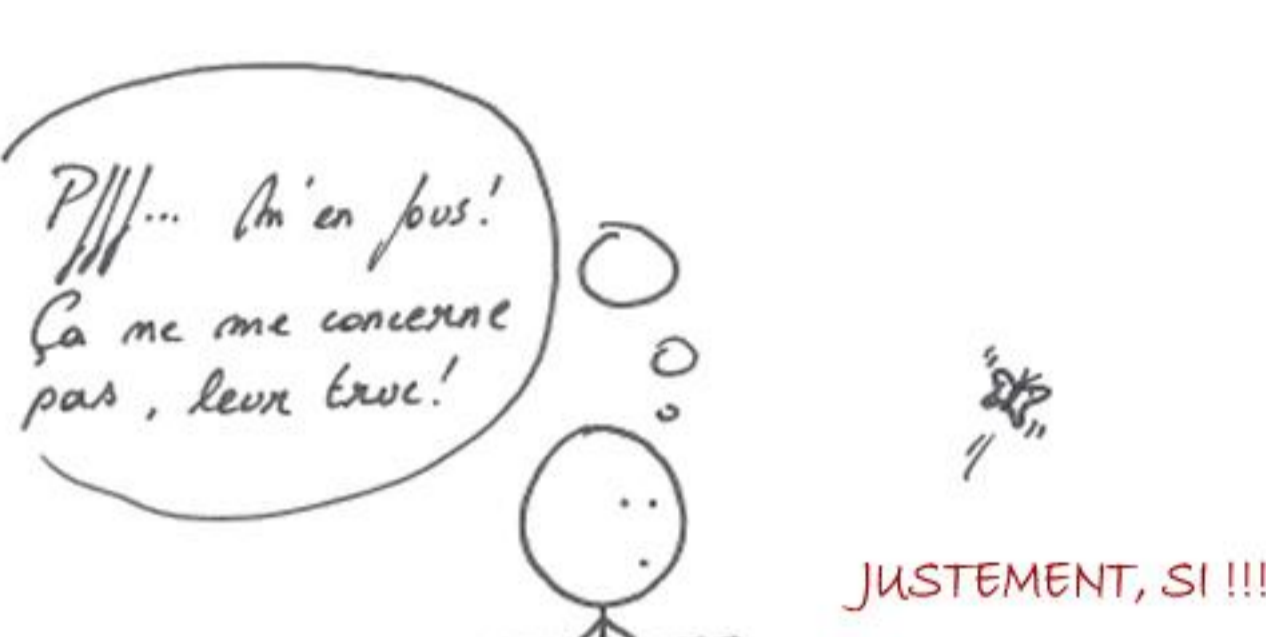
TREAT THE TREATY

(Le début est ardu mais après vous allez rire!!!)

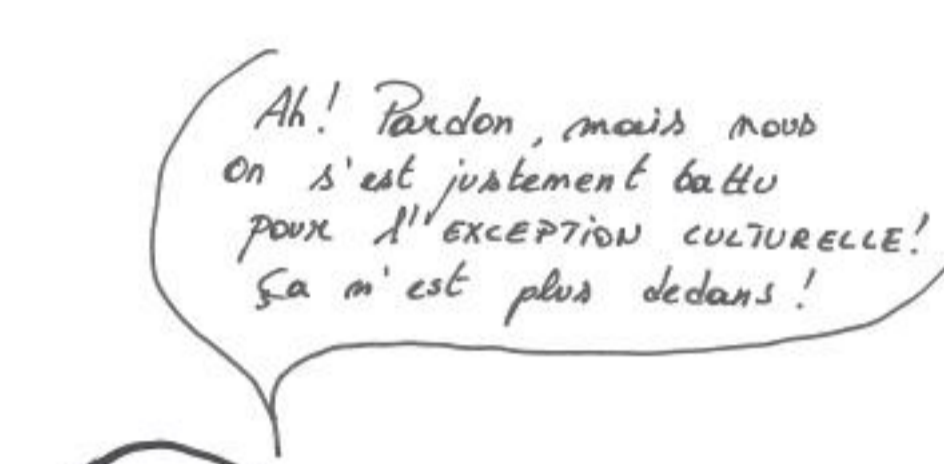
2013



MAIS QU'EST-CE QUE C'EST ???



Le truc, c'est que **ça nous concerne tous** car ça touche à tous les domaines: **sécurité alimentaire**, normes de toxicité, prix des médicaments, **environnement**, liberté du web, l'énergie, service public, sécurité sociale, la culture...



Ce n'est donc que momentané.



Ces normes visent à harmoniser les produits et services qui circulent, comme la nourriture, les médicaments...

Pour faire clair, il y a des produits par exemple que l'on accepte pas en Europe (car trop toxiques, bourrés d'OGM...) mais que l'on vend déjà aux Etats-Unis.

Eh bien, pour ne pas entraver le commerce, ce Traité Transatlantique propose que l'on ait les **mêmes normes partout!**

Aah! Les USA me vont plus pouvoir vendre d'OGM, pour faire comme l'Europe?

(Un bon point pour le premier de classe qui comprend l'harmonisation des normes...)

MAIS NON!

C'est bien sûr l'Europe qui devra adapter ses normes sur les normes américaines.

On a un catalogue foisonnant de produits OGM en attente d'approbation et d'utilisation. (sic!)

C'est Monsanto qui va être content!

Porc à la ractopamine **interdit dans 160 pays** mais la filière porcine américaine considère ça comme une entrave à la libre concurrence et **compte bien sur ce traité pour l'AUTORISER.**

Heu... Dites, les pays pourraient refuser tout ça, mon?

S'il vous plaît...

Non! Enfin, si, mais ils seront alors attaqués par les multinationales et, pour compenser la perte potentielle financière, devront **PAYER** (souvent des millions) en dommages et intérêts.

Mais... Si un pays refuse de faire rentrer un produit qu'il estime mauvais, avec j'ose me pousser à l'en blâmer?

(Merci au premier de classe qui attire l'attention de ses camarades)

Eh si! Car selon le Traité Transatlantique, ces pays feront alors entrave au libre échange. Ils devront donc **PAYER** pour le manque à gagner des multinationales.

MAIS... ILS NE PEUVENT QUAND MÊME PAS FAIRE ÇA!?!

YES, WE CAN!

ET ÇA SE FAIT DÉJÀ !!!

Aujourd'hui, des entreprises attaquent déjà les pays.

Par exemple:

- Certaines sociétés européennes poursuivent l'Egypte car ils ont augmenté le salaire minimum.

Héé! C'est qu'on nous obligerait à les augmenter!?!

- Philip Morris attaque l'Uruguay et l'Australie à cause de leur législation anti tabac!

- Le fournisseur d'électricité suédois (Vattenfall) réclame des millions d'euros à l'Allemagne pour son tournant énergétique (sortie du nucléaire...)

- Lone Pine, une société américaine, poursuit le Canada (pour 250 millions de dollars) à propos d'un moratoire sur l'extraction du gaz de schiste.

- etc etc etc etc etc etc

ET CET ARGENT, IL VIENT D'OÙ!??



DE NOUUVUS !



Et même quand les états gagnent, ils doivent payer plusieurs millions en frais de justice, etc. (8.000.000€ en moyenne) Alors, d'office, parfois les états préfèrent négocier et accepter de revoir leurs normes que de payer...

Et les exemples sont de plus en plus nombreux! Ça devient même un véritable BUSINESS!



Le Mexique se fait réellement attaquer car il refuse de rouvrir une décharge qui polluerait les terres alentours...

Et pour l'instant, c'est la Commission européenne qui négocie pour les états européens. Mais demain, les pays seront seuls face aux multinationales en cas de conflit.

(J'vous dis pas le nombre d'états qui vont revoir leur normes...)

Mais QUI seront ces juges?

(Ah! La question à mille points!)

Ce serait un tribunal indépendant, créé spécialement pour faire respecter l'application du traité.

PERSONNE d'élu démocratiquement, bien sûr...

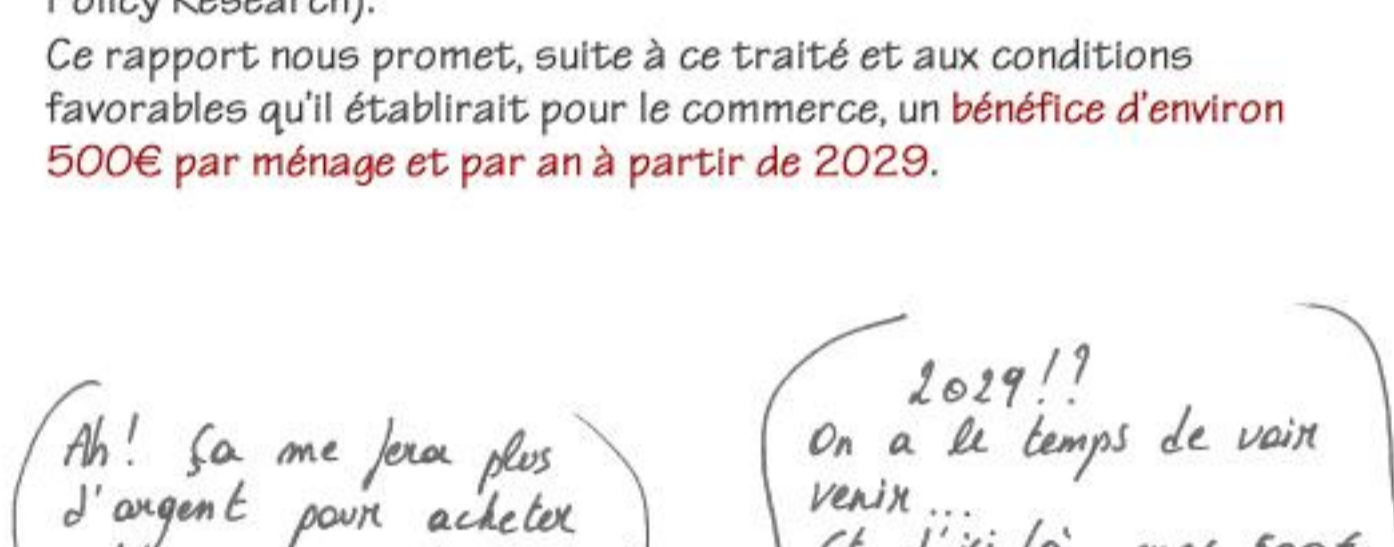


BON...

On voit tout l'intérêt pour les multinationales. Mais pourquoi on continue les négociations? Qu'est-ce que ça nous apporte, au final, ce traité?

Un rapport sur ses conséquences souvent cité (notamment par la Commission européenne) est celui du CERP (Center for Economic Policy Research).

Ce rapport nous promet, suite à ce traité et aux conditions favorables qu'il établirait pour le commerce, un bénéfice d'environ 500€ par ménage et par an à partir de 2029.



(L'optimiste)

(Le pessimiste)

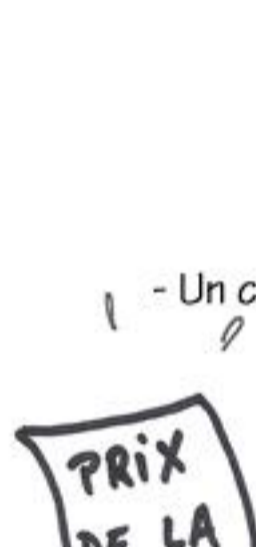
Et maintenant, la blague du jour

Le CEPR (Ceux qui ont fait le rapport - merci de suivre!) était alors dirigé par Guillermo de la Dehesa.

Et devinez qui c'eeeeest?

(Roulement de tambour)

- Un conseiller de la banque d'affaires Goldman Sachs



(Il faut tout de même savoir que la Goldman Sachs a reçu le prix de la honte de Greenpeace car elle vise à alimenter les profits d'un petit nombre de riches en appauvrissant de larges couches de la population)

- Un conseiller du laboratoire pharmaceutique Lily

- Un ancien dirigeant de la branche europe de coca cola

- ...

-> Tout de suite, on l'imagine mal dire que ce traité est une mauvaise chose pour les peuples...

Mais au final qui pousse à faire ce marché transatlantique?

Des groupes de pression et différents lobbies comme le TABC (Trans-Atlantic Business Council). Le TABC rassemble quand même quelques dizaines des plus grandes multinationales américaines et européennes (et environ 60% de leurs propositions se retrouve sous forme de lois ou directives).

Il y a aussi le TPN (Transatlantic Policy Network), un lobby composé surtout de puissantes multinationales (Bayer, Michelin, Coca Cola, Walt Disney, Citygroup, Unilever...) et des élus politiques (dont 8% du parlement européen).

* RHAA! Adieu mes illusions de jeunesse!

Et bien d'autres...



Si vous cherchez sur le web, le Traité Transatlantique porte plusieurs noms:

APT - Accord de Partenariat Transatlantique

TAFTA - Transatlantic Free Trade Agreement/ Area

TTIP - Transatlantic Trade and Investment Partnership

PTCI - Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement

GMT - Grand Marché Transatlantique



Ce n'est pas la première fois qu'un traité du genre se négocie. L'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) a été négocié secrètement entre 1995 et 1997.

Exposé au grand jour, il a été fortement décrié par le grand public et abandonné en 1998.

Il revient aujourd'hui sous la forme du Traité Transatlantique, négocié lui aussi dans la plus grande discrétion.

ON PEUT L'ARRETER !!!

ON PEUT DIRE NON !!!

Vraiment, c'est possible!

N'hésitez pas à partager ceci avec vos connaissances (Facebook, Twitter...)

Vous pouvez signer la pétition ici.

Et puis, demandez-vous, lorsque vous allez voter, si le parti ou les hommes politiques sont pour ou contre...

À bon entendeur...